



Réaménagement des étages 3 et 4 de la cité administrative Desmichels

Rue du 4ème Régiment de Chasseurs

05000 GAP

GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

ARCHITECTE :

Atelier.4 Yann Gicquel
7b rue capitaine de bresson
05000 Gap
Tél : 04 92 51 63 49 Fax : 04 92 51 78 42
Mél : yanngicquel@atelier4architectes.fr

BE FLUIDES ELECTRICITE :

CET
29 allée des Genêts, SISTERON
04200
Tél : 04 92 34 12 22
Mél : cet.04@be-cet.fr

BUREAU CONTROLE :

Socotec
6 rue du clair logis
05000 GAP
Tél : 0492516139
Mél : emmanuel.alary@socotec.com

CCTP

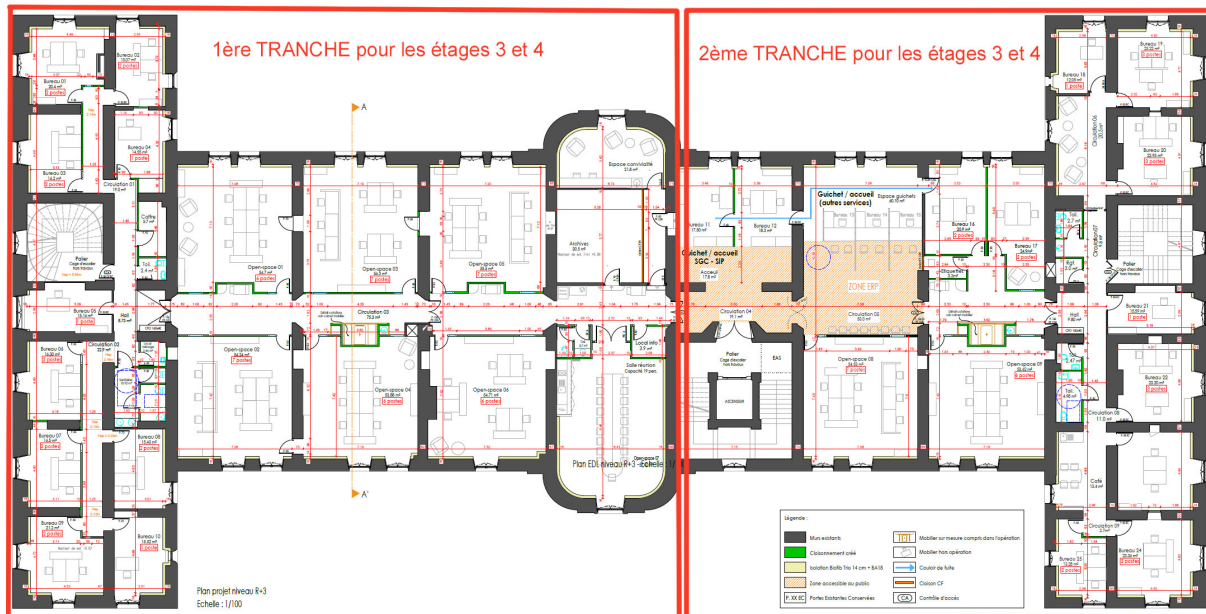
Dossier	Y2401
Date	22/01/2025
Phase	DCE
Indice	A

1 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

1.1 **Objet:**

Le projet se situe à Gap dans les Hautes-Alpes, il s'agit de réaménager les étages 3 et 4 de la cité administrative Desmichels

Les travaux se dérouleront en 2 phases :



1.2 **liste des lots**

Lots concernés par cet appel d'offre:

- 01 - Charpente couverture
- 02 - Menuiseries intérieures bois
- 03 - Doublage, Cloison et faux plafond
- 04 - Lot électricité courants forts et faibles
- 05 - Lot plomberie - ventilation - chauffage - rafraichissement
- 06 - Carrelages
- 07 - Peinture

1.3 Situation



1.4 Liste des plans architectes

- Y24.01 - PRO - 01 - Plans états des lieux
- Y24.01 - PRO - 02 - Plan démolition
- Y24.01 - PRO - 03.1 - Plans R+3 phase 1
- Y24.01 - PRO - 03.2 - Plans R+3 phase 2
- Y24.01 - PRO - 04.1 - Plans R+4 aile Phase 1
- Y24.01 - PRO - 04.2 - Plans R+4 phase 2
- Y24.01 - PRO - 05 - Plan des combles
- Y24.01 - PRO - 06 - Plans sol, faux-plafond, coupe
- Y24.01 - PRO - 07 - Carnet mobilier

1.5 Liste des plans du bureau d'étude CET

- 24003-CSV01-DCE-LOT 05-R+3-Ind A-250121
- 24003-CSV01-DCE-LOT 05-R+3-Ind A-250121
- 24003-CSV02-DCE-LOT 05-R+4-Ind A-250121
- 24003-CSV02-DCE-LOT 05-R+4-Ind A-250121
- 24003-CSV03-DCE-LOT 05-COMBLES-Ind A-250121
- 24003-CSV03-DCE-LOT 05-COMBLES-Ind A-250121
- 24003-CSV04-DCE-LOT 05-SDP-Ind A-250121
- 24003-CSV04-DCE-LOT 05-SDP-Ind A-250121
- 24003-ELCF01-DCE-LOT 04-R+3-Ind A-250121
- 24003-ELCF01-DCE-LOT 04-R+3-Ind A-250121
- 24003-ELCF02-DCE-LOT 04-R+4-Ind A-250121
- 24003-ELCF02-DCE-LOT 04-R+4-Ind A-250121
- 24003-ELCF03-DCE-LOT 04-COMBLES-Ind A-250121
- 24003-ELCF03-DCE-LOT 04-COMBLES-Ind A-250121

1.6 Liste des pièces écrites

- Le Règlement de Consultation « RC »
- L'Acte d'Engagement « AE »
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières « CCTP »
- Les Décompositions à Prix Global et Forfaitaire « DPGF »
- Le Plan Général de Coordination « PGC »
- Les Diagnostics amiantes avant travaux

2 Objet et connaissance des travaux

2.1 * Connaissance du projet :

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux. L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

Les matériaux employés seront de premier choix et mis en œuvre suivant les règles de l'art, et la réglementation applicable au moment de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra la livraison des installations en parfait état de service.

2.2 * Connaissance des lieux:

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées. L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

3 OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

3.1 Obligation de résultat :

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents, leurs annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques,

formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

3.2 **Prise de possession du site :**

L'entrepreneur prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Des constats d'huissier seront réalisés par le lot Isolation par l'extérieur pour les parties extérieures des bâtiments, tant ceux à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge de l'entreprise. Toute circulation risquant de provoquer des déformations de voirie sera interdite. L'entrepreneur devra la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier.

3.3 **Vérification des cotes :**

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

3.4 **Lecture et étude du quantitatif :**

Un bordereau quantitatif sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles. Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la maîtrise d'œuvre étant exclu. L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

3.5 Protection par chaque entreprise :

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

3.6 Protection des travailleurs

L'entrepreneur aura également à sa charge toutes les protections nécessaires et devra les réparations

de tout dommage éventuel.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la

protection de son personnel conformément à la réglementation en vigueur.

3.7 Protection des existants suivant SPS :

Toutes les entreprises devront se conformer aux prescriptions du plan général de coordination de la SPS.

3.8 Marque

Lorsque qu'un produit est indiqué dans le cctp, l'entreprise pourra proposer un produit équivalent, il doit obligatoirement le signaler et prouver qu'il est équivalent en tout point.

3.9 Nuisances sonores et poussières :

La limitation des nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins. Cela concerne les nuisances sonores, les poussières et l'encombrement du trottoir et de la voirie. Les entreprises devront notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le maître d'ouvrage.

3.10 Dossier d'exécution :

L'Entrepreneur doit établir le dossier de fabrication qui comprend les documents suivants :

- Les détails d'exécution,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques des matériaux utilisés,

. Les documents doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'œuvre, pour approbation, la liste des documents et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

3.11 Dossier des ouvrages exécutés

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour ;
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

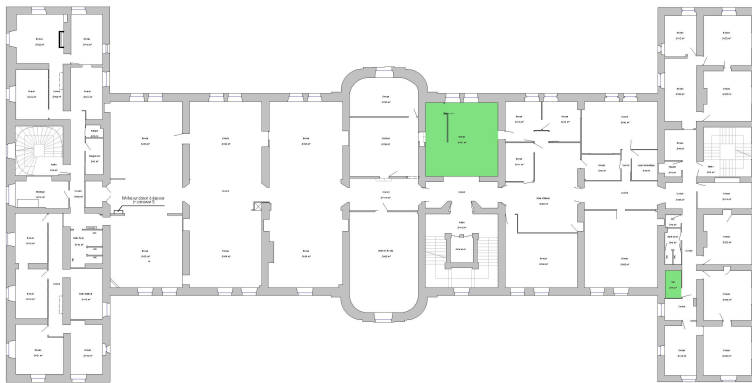
Ce dossier est diffusé 2 exemplaires papier et 2 sur clé USB.

Le DGD de chaque entreprise ne pourra être validé qu'à réception de l'ensemble du DOE

- 3.12 * **Nettoyages avant la réception :**
Le nettoyage de réception est prévu au lot peinture.

4 **FRAIS INTER-ENTREPRISES**

- 4.1 **Compte prorata**
il est géré par le lot 03 - **Doublage, Cloison et faux plafond**
- 4.2 **Locaux réglementaire**
Les locaux sont mis à disposition par le maître d'ouvrage au R+3



L'aménagement des locaux est porté par le lot 03. La fourniture des consommables et l'entretien, sont gérés par le lot 03 au frais du compte prorata.

- 4.3 **Nettoyages en cours de chantier :**
Chaque entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser ses gravats et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Elles doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux. Si l'état de propreté est jugé insuffisant. La maîtrise d'œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.
- 4.4 **Bennes à gravats**
Une benne à gravats sera mise à disposition pour tous les Corps d'Etat pour toute la durée du chantier, avec éventuellement tri pré-sélectif (cartons, minéraux, métaux, plastiques, peintures, etc.). Évacuation suivant rythme des travaux. Emplacement dans l'enceinte de la zone chantier. Bennes gérées par le lot 03 au frais du compte- prorata.

5 **ORGANISATION DU CHANTIER**

5.1 - Rendez-vous de chantier

Un rendez-vous de chantier hebdomadaire est prévu. Seules les entreprises convoquées devront y être présentes ou représentées. Le représentant de l'entreprise présent est en capacité de prendre des décisions concernant les techniques de réalisation, les choix financiers et la maîtrise du planning. Il s'adapte à l'heure et au jour décidé par l'architecte, il parle couramment le français.

5.2 - P.G.C. du Coordonnateur SPS

Toutes les entreprises devront prendre connaissance du P.G.C. joint au dossier de consultation. Elles devront incorporer dans leurs offres de prix les demandes formulées par le Coordonnateur SPS.

5.3 - Planning et pénalités de retard

-Aucune entreprise ne pourra se servir du retard d'une autre pour augmenter par elle même le délai de son intervention. Elle reste constamment au courant de l'avancement du chantier, soit par la lecture des comptes rendus, soit par ses propres moyens. Elle se réorganise au besoin pour intervenir sans délai dès que cela est possible malgré le retard pris par une autre entreprise.

6 Documents techniques contractuels

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur. Pour tous les documents énoncés ci-après, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler à la Maîtrise d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, devis descriptifs, etc...). Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

6.1 * Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2005) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012) ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés (loi 2005-102 du 11 février 2005) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au

- supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
 - Le code du travail (livre 2) ;
 - Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
 - Le code de l'environnement (partie législative) ;
 - Les règlements de sécurité ;
 - Les réglementations incendie ;
 - Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
 - La note de sécurité.
 - Les prescriptions de la santé publique.
 - * Le règlement sanitaire duquel relève la ville de
 - * Les avis des Bâtiments De France ;
 - * Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés privés (Norme P 03.001 de décembre 2000) ;
 - * Le résultat de la campagne de sol ;
 - * Les remarques du permis de démolir ;
 - * Les attendus du permis de construire ;
 - * La note de sécurité ;
 - Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
 - Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.